

Les “alter” passent à l’action



Le FSM en chiffres:

155.000 inscrits
190.000 participants
200.000 personnes lors
de la marche d’ouverture
2.500 ateliers et séminaires
151 pays représentés
6.588 organisations
3.200 volontaires
533 interprètes de 33 pays
500 tentes et chapiteaux
400 propositions d’action

A lors comme ça, il paraît que le mouvement altermondialiste s’essouffle. Qu’il est en panne d’idées, d’identité. Qu’il peine à rebondir. Que cette fois-ci, décidément, c’est la crise. Etc. Invariablement, chaque imminent rendez-vous des rêveurs d’autres mondes suscite les mêmes refrains sentencieux. On jase et on glose, d’affirmations convenues en prédictions hasardeuses, mais on s’accorde le plus souvent sur l’essentiel: ça va mal chez les “alter”.

A l’approche du Forum social mondial de Porto Alegre, cela n’a évidemment pas manqué. Rebelote. Quelques observateurs avisés avisaient, hautement sceptiques. Ils se sont hautement trompés. Le cinquième FSM? Un succès, un grand cru, une avancée considérable.

L’équipe du CADTM, présente à Porto Alegre en compagnie de nombreux membres et partenaires de son réseau international, a pu prendre toute la mesure de ce succès. Et pas seulement parce que la question de l’annulation de la dette était omniprésente dans les débats. Au-delà des chiffres, flatteurs, le FSM et ses “alter” ont fait la preuve avec brio de leur

capacité à opérer un saut qualitatif en termes d’(auto-)organisation, de convergences, de mobilisation. Il s’agissait pour le mouvement de mettre en œuvre une nouvelle méthode de travail (lire les *AVP* n° 25), notamment pour favoriser désormais l’action et l’élaboration d’alternatives concrètes et communes. Objectif atteint. La “dynamique FSM” a gagné en puissance, en combativité et en force de proposition.

Le dossier que nous vous proposons ici en témoigne. Nous y reproduisons notamment, dans la lignée du livre *Les Manifestes du Possible* (cf. www.cadtm.org), deux textes marquants de ce Forum: l’Appel des mouvements sociaux et le “Manifeste de Porto Alegre”. Au sommaire de ce dossier également, d’autres éléments d’analyse du bilan du FSM 2005.

Une place est faite par ailleurs dans ce numéro aux mouvements sociaux et aux changements politiques latino-américains, ainsi qu’aux importantes mobilisations des mois à venir - en particulier le sommet du G8 à Gleneagles, en Ecosse, au début du mois de juillet. Où, là aussi, la question de la dette sera centrale... Bonne lecture.

Le CADTM

Coordination, mise en pages et photos
(sauf mention contraire): Yannick BOVY.
Coordination et mise en pages du bulletin
du CADTM France: Damien MILLET.

Forum social mondial: nouveau succès, nouveaux enjeux

Le Forum social mondial de Porto Alegre a représenté un progrès significatif. Mais il implique aussi de nouvelles tâches de coordination. Analyse, pour une contribution au débat.



Les chiffres sont impressionnants. Une participation record, avec 155.000 personnes enregistrées, provenant de 135 pays. En ouverture du Forum social mondial de Porto Alegre, une manifestation de rue plus nombreuse encore que les fois précédentes (environ 200.000 participants, selon le secrétariat du FSM). Quelque 2.500 activités, organisées durant quatre jours. Un tel succès numérique ne doit pas être banalisé, mais expliqué. En retournant à Porto Alegre après sa migration, l'an passé, à Mumbai, en Inde, le FSM aurait pu perdre de son dynamisme.

Nombreux étaient d'ailleurs ceux qui annonçaient son essoufflement, voire son déclin. La question méritait d'être posée, tant la situation internationale est mauvaise et tant la politique mise en œuvre au Brésil par le gouvernement Lula peut avoir des effets démobilisateurs. Pourtant, très rapidement, le taux d'inscriptions au FSM est monté en puissance. Le succès du Forum était ainsi annoncé dès novembre 2004, même si certains ont continué à spéculer sur son échec jusqu'au jour même de l'ouverture.

Le succès particulier du cinquième FSM s'explique, pour une part notable, par le contexte latino-américain: l'ampleur des attaques néolibérales, couplée à la politique agressive

d'intervention et de guerre dites "préventives", chère à Bush, provoquent une profonde instabilité et de nouvelles phases de radicalisation, de politisation (1).

Témoin de cette politisation, les débats portant sur les questions d'orientation et de stratégie ont été particulièrement bien suivis. Mais le phénomène n'est pas seulement latino-américain. Le processus des forums sociaux s'étend à l'échelle internationale. Il a résisté au contre-choc idéologique des attentats du 11 septembre 2001 comme à la répression berlusconienne de Gênes.

Continuités

Fort logiquement, l'ampleur numérique d'un forum social dépend du pays d'accueil (en Europe, elle était par exemple moindre à Londres qu'à Florence ou à Paris). Mais, depuis 2001, sans être uniforme, elle est beaucoup plus constante que celle des mobilisations sociales ou anti-guerre; elle est même à la hausse. À une condition, du moins: que l'éventail des organisations impliquées dans sa préparation soit assez représentatif et diversifié. Les forums occupent donc une fonction spécifique. La conception des forums renvoie à des données propres à la période

actuelle. Elle permet à la fois un regroupement défensif - face à l'universalité des attaques néolibérales, antidémocratiques et militaristes - et l'expression offensive d'alternatives portées par de nouvelles générations militantes.

Elle répond à une question essentielle: comment nouer les solidarités et assurer les convergences militantes entre des secteurs sociaux très variés (frappés par la "marchandisation" ultime du monde), alors que dans les pays industrialisés le mouvement ouvrier organisé ne joue plus le rôle de pôle centralisateur qui fut le sien (il reste des exceptions, comme en Corée du Sud avec la KCTU) ? Et alors que



dans les pays du Tiers Monde, les luttes armées (effectives ou potentielles) ne sont généralement plus la colonne vertébrale des résistances sociales. Les forums sont aussi l'occasion d'entrer en politique quand l'autorité des partis politiques est mise en question.

L'attraction des forums sociaux tient pour une bonne part à cela: ils offrent un indispensable espace de convergences, à la fois libre et militant. Porto Alegre montre aujourd'hui que cette fonction reste essentielle en Amérique latine. Le retentissant impact de Mumbai, l'an dernier, a permis au processus de s'inscrire dans les réalités asiatiques. En Europe, le FSE aide à définir un programme d'action commun au niveau proprement européen; ce que les syndicats, seuls, n'ont pas su faire ces quarante dernières années. La tâche n'est pas simple, le succès n'est pas garanti, mais il est très significatif que la question se pose aujourd'hui dans le cadre offert par les forums.

Evolutions

Mumbai avait représenté un tournant dans l'histoire du Forum social mondial. Le retour sur Porto Alegre s'en est positivement ressenti. Le Forum s'est ouvert sur de nombreux plans. Physique: en quittant le campus de l'université catholique, en s'établissant sous les tentes en bord de

lagune, en se rapprochant du centre-ville et de la population locale. Générationnel: en implantant le camp des jeunes au cœur même du dispositif et non plus à ses marges lointaines (il a accueilli 35.000 personnes, avant tout des Brésiliens, puis des Argentins). En matière de pratiques: intégration des questions environnementales dans la conception du lieu, recours aux petits producteurs pour l'alimentation, utilisation des logiciels libres, rôle du réseau Babels d'interprètes volontaires... Organisationnel: la priorité a été donnée à l'auto-organisation des initiatives.

Des axes et des terrains communs d'action

Une nouvelle "méthodologie" (dans le vocabulaire du Forum) a été mise en œuvre. Le programme a été élaboré après une vaste consultation des organisations de base. Onze "axes", ou "terrains", ont été définis, de façon à assurer la visibilité des grands thèmes abordés. Tous les mouvements ont été invités à vérifier si leurs initiatives ne pouvaient pas être regroupées, pour renforcer dialogues et collaborations (c'est le processus dit "d'agglutination"). Chaque filière devait tenter de lier la réflexion à des propositions d'actions et de campagnes, pour mieux nouer débats et mobilisations.

Cette nouvelle méthodologie, complexe, a été mise en application dans des délais très courts. Il faudra un peu de recul pour juger de ses résultats. Mais elle semble avoir

effectivement permis à des réseaux militants de discuter d'approches différentes et de définir, par-delà des divergences politiques, des terrains communs de campagnes. Elle crée aussi un équilibre nouveau, entre les filières de débat au sein du Forum et l'Assemblée des mouvements sociaux qui est restée le lieu, à Porto Alegre, où s'est élaboré un calendrier commun d'action à l'échelle internationale.

Expansion et articulation

Jamais dans le passé, les mêmes politiques (néolibérales et antidémocratiques) n'avaient été appliquées par les mêmes institutions de façon aussi mondialisée: d'Est en Ouest et du Sud au Nord, nous sommes toutes et tous confrontés aux mêmes dérégulations, privatisations et ouvertures de marchés, lois liberticides. La guerre "préventive" et l'idéologie "antiterroriste" apparaissent comme le pendant de la mondialisation capitaliste. Nous avons en conséquence véritablement besoin de construire un front commun international de résistances, d'alternatives. Or, il y a un risque réel de désarticulation du processus des forums et des mobilisations.

Après les grandes mobilisations "généralistes" des années passées, les campagnes spécifiques, thématiques, pren-

nent aujourd'hui une place plus importante: pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, contre les discriminations (voir la publication par la Marche mondiale des femmes d'une Charte en 31 affirmations (2)), contre la guerre en Irak... C'est, en soi, une bonne chose. Mais cela renforce aussi la nécessité de rendez-vous communs où convergent tous les fronts de luttes.

Dans les deux années à venir, le rôle des forums régionaux sera probablement renforcé, par rapport au forum mondial. Les luttes ont tendance à s'enraciner au niveau national ou sous-continentale (la question du Venezuela en Amérique latine, la question du traité constitutionnel et des services en Europe...). En 2006, le Forum social mondial sera "décentralisé", prenant inévitablement un contenu plus régional que précédemment. Ces évolutions répondent à des données réelles et n'ont en soi rien de négatif; elles sont nécessaires. Le problème, c'est que les lieux de collectivisation internationale de l'information, de la réflexion, d'articulation des processus régionaux et thématiques s'affaiblissent au moment même où le mouvement dans son ensemble se diversifie davantage. Dans sa composition et son fonctionnement, le conseil international du FSM ne répond pas à ce besoin (il n'a pas été capable de conclure la très importante discussion sur les rythmes des forums), même si ses commissions peuvent être plus efficaces. Le pôle animateur du réseau des mouvements sociaux doit être renouvelé, mais cela n'a rien d'évident. Les diverses filières dites "intellectuelles" qui veulent lier analyses de fond et réponses aux besoins militants doivent coopérer plus étroitement, mais cela n'est pas encore fait.

Si l'on veut éviter que la décentralisation du mouvement ne se solde par sa désarticulation (et par un affaiblissement de la capacité de résistance collective à la mondialisation militaire et libérale), des réponses concrètes et nouvelles doivent être aussi apportées sur ce plan.

Pierre ROUSSET

(1) Voir François Sabado, "Forum social mondial. Fort en perspectives", in *Rouge*, 3 février 2005.

(2) "Charte mondiale des femmes pour l'humanité", adoptée à la cinquième rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes au Rwanda, le 10 décembre 2004. Voir ci-contre.



La Charte mondiale des femmes pour l'humanité

Le 8 mars 2005, Journée internationale de la femme, la Marche mondiale des femmes a lancé internationalement la **Charte mondiale des femmes pour l'humanité**.

Le lancement a eu lieu à Sao Paulo, au Brésil, ainsi que dans de plusieurs autres pays - la Belgique notamment. Les femmes du Brésil ont organisé une manifestation à laquelle ont pris part des femmes du Québec (où l'initiative de la Marche mondiale des femmes a été prise), et des déléguées du Burkina Faso, où le relais de la Charte se terminera le 17 octobre 2005. Ce pays est l'un des plus pauvres de la planète, et les femmes y vivent des violences spécifiques: mutilations génitales, mariages précoces, polygamie, etc.

Adoptée le 10 décembre 2004 à Kigali (Rwanda) par les déléguées présentes à la cinquième réunion internationale de la Marche mondiale des femmes, la Charte présente, en 31 affirmations, le monde que les femmes veulent construire. Dans ce monde, l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus; l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et de tous sont respectés. Ce monde est basé sur l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix.

Après le lancement, les femmes de la Marche mondiale organiseront un relais de la Charte dans le monde entier. Le relais durera jusqu'au 17 octobre prochain, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Pendant le relais, elles organiseront des actions de sensibilisation et d'information sur le contenu de la Charte et interpellent leurs représentantes et représentants ainsi que l'opinion publique. Elles transposeront également le contenu de la charte dans des carrés d'un *patchwork* qui se formera au fur et à mesure des étapes. Le 17 octobre 2005, elles réaliseront 24 heures de solidarité féministe mondiale. Chacune dans son pays mènera des actions à 12 h. (heure locale).

La Marche mondiale des femmes est un réseau mondial d'actions féministes rassemblant 5.500 groupes de femmes de 163 pays et territoires qui luttent pour éliminer la pauvreté et la violence envers les femmes.

Lire la Charte et infos:

<http://www.marchemondiale.org>

Contre la guerre, le néolibéralisme l'exploitation et l'exclusion



Depuis 2001, à l'occasion de chaque forum social mondial ou européen, une "assemblée de mouvements sociaux" se réunit pour décider de campagnes et d'actions communes à l'échelle internationale. La nouvelle méthodologie du Forum, désormais résolument tourné vers l'action, a renforcé le rôle de cette assemblée. Le texte de l'Appel que celle-ci a élaboré au FSM en témoigne: il est l'émanation déterminée et combative des débats, des travaux, des convergences et des décisions prises à la base, de manière autogérée, par un grand nombre des mouvements et campagnes réunis à Porto Alegre. Le CADTM a activement participé à l'élaboration de cet "agenda des luttes", que nous vous proposons ici dans une version quelque peu abrégée (cf. www.cadtm.org pour la version intégrale).

L'agenda des luttes

Nous sommes des mouvements sociaux réunis dans le cadre du cinquième Forum social mondial. La grande réussite en termes de participation, plurielle et massive, au FSM, nous donne la possibilité et la responsabilité de rendre plus nombreuses et meilleures nos campagnes, pour étendre et renforcer nos luttes. Il y a quatre ans, le cri collectif et global "Un autre monde est possible" a brisé le mensonge selon lequel la domination néolibérale est inévitable, ainsi que celui de la "normalité" de la guerre, des inégalités sociales, du racisme, des castes, du patriarcat, de l'impérialisme et de la destruction de l'environnement.

A mesure que les peuples s'approprient cette vérité, leur force devient irrépressible et se matérialise en des faits concrets de résistance, de revendication et de proposition. En cela, la nouveauté de notre époque est l'explosion et l'extension des mouvements sociaux sur tous les continents et leur capacité à construire dans la diversité, des convergences nouvelles et des actions communes au niveau global. Dans ce cadre, des dizaines de millions d'hommes et de femmes se sont mobilisés partout dans le monde pour la paix, contre la guerre et l'invasion menée par Bush contre l'Irak.

Les sommets comme le G8, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, où un petit nombre prétend décider pour toutes et tous, ont été

dé légitimés par l'action des mouvements sociaux. Les luttes populaires en défense de la nature, des droits des peuples et des biens communs, contre leur privatisation, telles que les luttes menées en Bolivie, en Uruguay et par d'autres peuples, ont démontré la possibilité de mettre la domination néolibérale en crise. Des nouveaux espaces de lutte politique et sociale se sont ouverts.

Le néolibéralisme est incapable d'offrir un futur digne et démocratique à l'humanité. Cependant, aujourd'hui il reprend l'initiative, en répondant à sa crise de légitimité par la force, la militarisation, la répression, la criminalisation des luttes sociales, l'autoritarisme politique, et la réaction idéologique. Des millions d'hommes et de femmes souffrent chaque jour. Nous voulons ici rappeler la guerre au Congo qui a déjà fait quatre millions de victimes.

Pour tout cela, un autre monde non seulement est possible, mais il est nécessaire et urgent. Conscients du fait que le chemin à parcourir est encore long, nous appelons tous les mouvements sociaux du monde à lutter pour la paix, les droits humains, sociaux et démocratiques, le droit des peuples à décider de leur destin, et l'annulation immédiate de la dette externe des pays du Sud, à partir du calendrier que nous partageons au sein du cinquième Forum social mondial.

Le calendrier des luttes

1. Nous appelons toutes les organisations et mouvements sociaux participant au Forum social mondial ainsi que ceux qui n'ont pas pu être présents à Porto Alegre, **à travailler ensemble à une campagne pour l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette externe et illégitime des pays du Sud**, en commençant par les pays victimes du tsunami, et d'autres qui ont souffert de terribles catastrophes et crises au cours des derniers mois. Nous appuyons les Mouvements sociaux du Sud qui se déclarent créanciers des dettes historiques, sociales et écologiques. Nous exigeons la reconnaissance internationale de ces dettes pour en stopper l'augmentation, et la restauration de nos écosystèmes et l'indemnisation des peuples. Nous exigeons l'arrêt de l'exécution de projets et "d'accords d'intégration" qui facilitent le pillage des ressources naturelles dans les pays du Sud. Nous appuyons l'exigence des Mouvements sociaux de paysans et pêcheurs des régions affectées par le tsunami, afin que les ressources pour l'urgence et la réhabilitation soient administrées directement par les communautés locales, et ainsi éviter de nouvelles dettes, colonisation et militarisation.



2. Deux ans après l'invasion de l'Irak, l'opposition globale à la guerre est plus forte que jamais. Nous exigeons la fin de l'occupation de l'Irak. Nous exigeons que les Etats-Unis en finissent avec les menaces à l'encontre de l'Iran, du Venezuela et d'autres pays. Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser le 19 mars lors d'une grande journée d'action globale, pour exiger le retrait des troupes d'occupation en Irak. Plus de guerres!

3. Nous appuyons toutes les campagnes pour le désarmement et la démilitarisation, y compris la campagne contre les bases militaires des Etats-Unis dans le monde.

4. Sous le prétexte du "libre échange", le capitalisme néolibéral avance en affaiblissant les Etats, en dérégulant les économies et en "légalisant" des privilèges pour les corporations transnationales grâce aux Traités de libre-échange (TLB). Après l'échec de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques), grâce à la pression populaire, on oblige aujourd'hui l'Amérique centrale et d'autres pays à se soumettre à des Traités de libre-échange bilatéraux, que nous, les peuples, nous rejetons. En Europe, la directive Bolkestein de l'Union européenne veut imposer la privatisation complète des services publics. Dans ce contexte, nous appelons à ce que toutes et tous se mobilisent pendant les Journées d'Action globale, du 10 au 17 avril; au Sommet des Peuples des Amériques, à Mar de Plata, en Argentine, en novembre 2005, et face à la VIe réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, à Hong Kong, en décembre 2005.

5. Nous appuyons la Marche mondiale des Femmes, qui réaliseront une nouvelle campagne d'actions féministes globales, en parcourant le monde, au départ de São Paulo le 8 mars et pour arriver le 17 octobre au Burkina Faso, afin de réaffirmer leur engagement dans la lutte contre le néolibéralisme, le patriarcat, l'exclusion et la domination. Nous appelons tous les mouvements sociaux à mettre en place durant cette période des actions féministes contre le libre-échange, le trafic sexuel, la militarisation et pour la souveraineté alimentaire.

6. Nous appuyons les efforts des mouvements sociaux et organisations qui promeuvent la lutte pour la dignité, la justice, l'égalité et les droits humains, particulièrement les Dalits, les Afro-descendants, les peuples indigènes, les Roms, les Burakumins et les secteurs les plus opprimés et réprimés de la société.

7. Nous appelons à la mobilisation de masse contre le sommet du G8 en Ecosse du 2 au 8 juillet. Nous irons dans les rues et nous participerons au contre-sommet à Edinburgh et Gleneagles. Nous



exigeons que: la pauvreté passe à l'histoire, que la guerre s'arrête, que la dette soit annulée et que soit imposé un impôt global sur les transactions financières pour financer le développement.

8. Nous protestons contre les politiques néolibérales et les appuis militaires de l'Union européenne vers l'Amérique latine. Nous convoquons à une mobilisation pour la solidarité entre les peuples à l'occasion du Sommet des Présidents d'Amérique latine et de l'Union européenne en mai 2006 à Vienne, en Autriche.

9. Nous luttons pour le droit universel à une alimentation saine et suffisante. Nous luttons pour le droit des peuples, des nations et des paysans à produire leurs propres aliments. Nous nous manifestons contre les aides à l'exportation qui ruinent les économies des communautés rurales. Evitons le dumping alimentaire. Nous rejetons tous les aliments transgénétiques. Nous exigeons la Réforme Agraire comme stratégie qui permette de garantir l'accès des paysans à la terre, et qui soit la garantie d'une alimentation saine et suffisante. Nous exigeons la fin des actions contre les paysans dans le monde entier, la libération immédiate des paysans et prisonniers politiques qui existent de par le monde, et l'arrêt de la militarisation des zones rurales. Nous appelons à la mobilisation le 17 avril, journée mondiale des luttes paysannes, et le jour anniversaire de la mort de Lee, le 10 septembre, contre l'OMC.

10. Nous appuyons les campagnes et les luttes en défense de l'eau comme bien commun public, contre sa privatisation et pour la

reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain, telle que la campagne 'Non à Suez en Amérique latine'. Nous invitons à participer au Forum international du 18 au 20 mars à Genève.

11. Nous partageons l'exigence de construire une alliance entre mouvements sociaux et réseaux pour un "Contrat mondial pour le climat: un monde solaire est possible". L'énergie est un droit à la vie et un bien commun. Nous appuyons la marche internationale sur le climat en novembre.

12. La "Responsabilité sociale des transnationales" n'est pas parvenue à éliminer les abus et les crimes des transnationales. C'est pourquoi elle doit être sérieusement mise à l'épreuve. Les mouvements travaillent ensemble pour retirer du pouvoir aux transnationales, stopper leurs abus et leurs crimes.

13. Nous appuyons les campagnes contre les transnationales qui violent les droits humains, sociaux et syndicaux, telles que Nestlé et Coca-Cola en Colombie, Pepsi et Coca-Cola en Inde.



14. Nous appuyons la lutte du peuple palestinien pour ses droits fondamentaux et nationaux, y compris le droit au retour, basés sur le droit international et les résolutions de l'ONU.

15. Nous demandons à la communauté internationale et aux gouvernements d'imposer des sanctions politiques et économiques à Israël, y compris l'embargo sur les armes. Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser également pour les désinvestissements et les boycotts. Ces efforts ont pour objectif de faire pression sur Israël pour qu'elle applique les résolutions internationales et respecte l'avis de la Cour internationale de Justice de stopper la construction et détruire le mur illégal de l'apartheid et d'en finir avec l'occupation.

16. Nous appuyons les activistes israéliens qui luttent pour la paix, et les refuzniks dans leur lutte contre l'occupation.

17. Nous condamnons le blocus injuste contre Cuba et demandons un jugement juste pour les cinq cubains emprisonnés aux Etats-Unis. De même, nous exigeons le retrait immédiat des troupes militaires étrangères en Haïti.

18. Nous reconnaissons la diversité de choix sexuel comme une expression d'un monde alternatif, et nous en condamnons la marchandisation. Les mouvements sociaux s'engagent à partager la lutte contre les exclusions pour des raisons d'identité, de genre et d'homophobie.

19. Nous appuyons le processus de construction d'un réseau global de mouvements sociaux engagés dans la défense des migrants, des réfugiés et déplacés. Nous appuyons la campagne pour la ratification de la Convention des Nations Unies pour les droits des migrants, qu'aucun gouvernement du Nord ne veut accepter.

20. Nous appuyons les campagnes et les luttes pour les droits des enfants, contre l'exploitation par le travail et sexuelle, contre le trafic d'enfants et le tourisme sexuel.

21. Nous appuyons l'appel des exclus, des sans-voix, pour développer une campagne de solidarité active et impulser une marche mondiale où les opprimé(e)s et les exclu(e)s élèvent leur voix pour conquérir le droit à une vie digne.

22. Du 14 au 16 septembre, à l'Assemblée générale de l'ONU, les chefs de gouvernements ont pris des décisions sur la réforme des Nations Unies, et ont révisé leurs engagements pour éradiquer la pauvreté. Ce sont eux les principaux responsables de la situation critique actuelle de l'humanité. Nous appuyons l'appel de réseaux internationaux qui invitent à se mobiliser de façon globale le 10 septembre pour un nouvel ordre mondial démocratique, contre la pauvreté et la guerre.

23. Nous appuyons l'appel pour une mobilisation le 17 novembre, jour international des étudiants, en défense de l'éducation publique, contre la privatisation de l'éducation.

24. En solidarité avec le Venezuela, la jeunesse du monde est appelée à participer au 16e festival mondial de la jeunesse et des étudiants au Venezuela, du 7 au 15 août.

25. La communication est un droit humain fondamental. Nous appuyons l'appel pour les mobilisations dans le cadre du Sommet mondial de la Société de la Communication, à Tunis, du 16 au 18 novembre. Nous appuyons l'appel à une forte convention internationale sur la diversité culturelle, et nous nous opposons à la marchandisation de l'information et de la communication par l'OMC.

26. Nous appuyons l'économie sociale comme expression concrète d'une alternative de développement juste, solidaire, démocratique et équitable.

27. En défense de la santé publique et contre sa privatisation, nous appelons tous les peuples du monde à une lutte permanente. Nous appelons à la mobilisation dans le cadre de l'Assemblée générale en défense de la santé des peuples, à Cuenca, Pérou, en 2005, et dans le cadre du Forum mondial de la Santé, lors du Forum social mondial en Afrique en 2007.

Ceci est un petit échantillon des mouvements sociaux en lutte. Globalisons la lutte, globalisons l'espoir!

Traduction : Isabelle DOS REIS
movsoc@uol.com.br
www.movsoc.org

Photo ci-dessus: Frédéric LEVEQUE (cf. p. 19).



Le 5^{ème} FSM vient de se terminer. Pour beaucoup, le bilan est très positif. Il aurait réussi à pallier les critiques précédentes et réalisé des sauts qualitatifs importants, notamment en terme d'autogestion, de propositions d'alternatives et de convergences d'actions. Tires-tu le même bilan en ce qui concerne le camp des jeunes?

André Mombach: Les aspects positifs de ce 5^{ème} camp intercontinental de la jeunesse sont nombreux et se doivent d'être soulignés avec force. En terme de participation tout d'abord. Avec plus 35.000 jeunes, le camp bat son record de participation. Le nombre d'organisations brésiliennes et internationales qui ont pris part au camp a également fortement augmenté. La création d'espaces thématiques (2) a également eu des résultats très positifs, en termes de formulations d'alternatives mais aussi d'agenda commun de lutte. Les conférences, séminaires et ateliers et les débats ont été dans l'ensemble de haute qualité.

Le bilan est donc très positif?

Je ne dirais pas cela. Loin de là. A mes yeux, cette 5^{ème} édition fut contradictoire. Car à côté de ces progrès, le camp n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixé et les problèmes auxquels il a dû faire face sont loin d'être négligeables. Premièrement, le problème des vols, présent depuis la

deuxième édition, ne s'est pas arrangé. Ensuite, le machisme, le manque de respect et la violence vis-à-vis des femmes, en particulier dans l'espace de bains, a été quotidien. Deux cas d'agressions sexuelles ont été enregistrés par la police! Ceci est tout simplement inacceptable pour un camp altermondialiste et doit nous pousser à une réflexion critique et globale, si l'on veut que le camp reste viable et porteur de sens.

Lors de l'édition de 2003, le problème de la pollution dans le camp avait donné lieu à de gros débats. On avait même parlé de "scandale écologique". Comment les choses se sont-elles passées cette année?

Le bilan du camp 2003 en terme de pollution était en effet désastreux. Suite à ce "scandale", le comité organisateur a créé une commission environnementale, chargée de gérer cette problématique. Cette commission a dépensé beaucoup d'énergie afin de limiter au maximum l'impact écologique du camp sur le Parc "Harmonia", situé au bord de la lagune Guaiba: les infrastructures du camp ont été construites à partir de matériaux recyclés. La collecte et le tri des déchets étaient une priorité. Nous avons également travaillé beaucoup sur la question de l'information et de l'éducation. Malheureusement, tout ce travail n'a pas donné les résultats escomptés. Il suffit de se promener dans le parc et de regarder les tonnes de déchets qui gisent un peu

Plus proche que jamais, le camp des jeunes passe à côté du Forum

Malgré un succès de foule, malgré des avancées significatives dans différents domaines, le bilan du 5^{ème} camp intercontinental de la jeunesse à Porto Alegre est mitigé. Celui-ci a dû faire face à des problèmes importants, qu'ils soient organisationnels ou politiques. Entretien avec André Mombach (1), qui nous livre une vision très critique mais qui se veut constructive.

partout pour comprendre que ça n'a pas marché. L'explication est toute simple. S'il il n'y a pas une participation active des campeurs, rien n'est possible. Et les jeunes n'ont eu pour ainsi dire aucun respect quant au tri et à la collecte des déchets.

Comment expliques-tu cela?

A mes yeux, cela s'explique en partie par le profil du public présent. Le public de cette année était beaucoup moins militant que celui des autres éditions. Il y avait beaucoup de jeunes venus uniquement à Porto Alegre pour faire la fête. Des organisations de droite, voire d'extrême droite, qui pour moi ne peuvent pas faire partie de la construction de cet autre monde possible, étaient également de la partie. Ce profil particulier explique certainement aussi en partie les problèmes d'agression et de machisme que le camp a connu. Quoi qu'il en soit, le travail d'éducation de la jeunesse, en particulier en ce qui concerne l'écologie, est loin d'être terminé.

Depuis la deuxième édition, le camp des jeunes se plaint d'être à l'écart du FSM. Cette année, la revendication d'intégrer le camp au forum a porté ses fruits puisque, pour la première fois, le camp et le FSM ont partagé le même espace. Cela a-t-il eu un impact sur la collaboration de la jeunesse au FSM d'une part, et l'autonomie du mouvement d'autre part?

Personnellement, je suis très critique quant à la force politique que ce camp a dégagée. Je participe à l'organisation du camp depuis la première édition et je crois que c'est peut-être celui qui fut le plus éloigné du forum d'un point de vue politique, même s'il était le plus proche d'un point de vue géographique. Les perspectives du forum et celles du

camp ne se sont quasiment pas croisées à un seul moment. Seuls quelques centres d'actions ont vraiment réussi à créer des connections avec les organisations et mouvements sociaux du Forum. Et cette absence de participation et d'intégration de la jeunesse dans la dynamique du FSM est pour moi un aspect très négatif pour le renforcement de la lutte globale.

C'est vrai que l'autonomie des mouvements de jeunesse est importante et que son renforcement est essentiel dans le sens où, il s'agit d'une classe qui a des intérêts propres et des combats spécifiques à mener. Dans ce sens, le camp des jeunes garde toute son utilité. Mais il ne faut pas oublier que la solidarité est un élément clé des conquêtes sociales, et que la construction d'un autre rapport de force ne pourra se faire que si des liens forts et durables se créent entre toutes les classes opprimées.

A mes yeux, le grand défi à dépasser pour les organisations de jeunesse à l'avenir sera de pouvoir se renforcer et s'unifier en tant que mouvement propre, tout en participant activement aux luttes qui rassemblent le FSM et le mouvement altermondialiste dans son ensemble. La tâche est grande mais en vaut la chandelle.

Propos recueillis par Olivier BONFOND

1. André Mombach fait partie du comité de mobilisation depuis la première édition en janvier 2001. Il était également responsable de l'organisation d'un des neufs espaces thématiques du camp espace TERRAU: travail; éducation; réforme agraire et urbaine) Il est aussi militant dans le collectif Mizomba, un mouvement étudiant universitaire brésilien.

2. Les activités se répartissent en sept centres d'actions et neuf axes.

Pour plus d'infos: <http://www.acampamentofsm.org/>

Le Forum social mondial, un espace ouvert ?

Le Forum social mondial (FSM) a été décrit par certains de ses fondateurs comme une "place", un "espace ouvert" au sein duquel les militants opposés à la pensée unique pouvaient se rencontrer et débattre de multiples sujets, échangeant leurs expériences et leurs stratégies (1). Porteur d'une nouvelle culture politique, le FSM se veut construit selon des idéaux de participation, de diversité, de respect et d'inclusion des différences. Mais le Forum est-il réellement aussi ouvert que ne le prétendent ses fondateurs? Réflexion sur la participation au forum et sur son accessibilité.

Idéalement, un espace ouvert se doit d'être accessible à tous. Or, pour diverses raisons allant du manque de moyens financiers au capital social nécessaire pour participer à ces rencontres, certains secteurs des mouvements sociaux et certaines couches de la population particulièrement touchées par le néolibéralisme sont peu présents au forum. A Seattle déjà, les observateurs se demandaient "où était la couleur?", les manifestants étant en grande majorité blancs (2). A Porto Alegre, on croise peu de Brésiliens noirs (3) et rarement des habitants venant des favelas. L'Afrique, continent le plus pauvre, est également moins bien représenté. De même, malgré des efforts importants réalisés en 2003, l'Europe centrale et orientale demeure largement oubliée des Forums sociaux européens.

Ce ne sont manifestement ni les plus pauvres, ni les plus dominés qui constituent en général le gros des troupes qui peuplent les forums. Malgré son rafraîchissant succès, ce cinquième Forum social mondial n'a pas fait exception à la règle. Si le processus de préparation fut plus participatif, certains se sont sentis davantage exclus que par le passé - ce fut par exemple le cas des peuples indigènes. Mais c'est au niveau de la participation des femmes que le recul fut le plus grand. Alors qu'aux troisième et quatrième FSM, plus de 50% des participants et 40% à 45% des orateurs étaient des femmes, les tribunes du cinquième forum étaient très largement masculines (avec une très grande proportion d'universitaires blancs de plus de 45 ans).

L'assemblée européenne des femmes avait pourtant permis au FSE 2003 de démarrer sur les chapeaux de roue et les femmes avaient animé le Forum de Mumbai, en Inde, au point que certains l'avaient rebaptisé "*World Women*

Forum". Cet échec nous rappelle que l'intégration de groupes exclus ou dominés exige un effort constant et de longue haleine dont le résultat n'est jamais acquis et qui doit constamment être présent à l'esprit de ceux qui construisent le forum.

La meilleure intégration du camp des jeunes constituait par contre une avancée majeure. Auparavant relégué à plusieurs kilomètres du "forum officiel", le campement qui regroupait plus de 33.000 jeunes était cette fois au centre du site. Si la plupart des jeunes demeuraient critiques à l'égard du "forum officiel" et entendaient garder "un pied dedans, un pied dehors", le FSM 2005 fut marqué par une volonté réciproque d'ouverture et de dialogue, illustrée notamment par la présence de membres du Conseil international lors de certains débats au camp des jeunes.

Des participants passifs ?

Mais si être présent à Porto Alegre est une chose, participer activement au Forum en est une autre. Quelques bourses, certains mécanismes de solidarité et des contacts avec des ONG du Nord ont permis à certains militants et à quelques mouvements disposant de moins de ressources d'être malgré tout présents. Encore faut-il que cet "espace ouvert" leur permette de participer réellement. Or, au cours du "forum officiel", la grande majorité des militants présents sont parfois réduits à des rôles très passifs, passant souvent d'une conférence à l'autre sans guère avoir l'opportunité de partager leurs propres expériences et leur savoir. Pour un organisateur brésilien du forum de 2003, le problème essentiel était de "caser ces foules". Les participants seraient-ils passifs au point que leur gestion ressemble à une gestion des stocks d'une entreprise quelconque? Dans cette perspective, en 2003, la solution fut de rassembler des dizaines de milliers d'entre eux devant quelques stars du mouvement tel que le nouveau président Lula, Noam Chomsky ou Arundhati Roy.

Cette passivité des participants constitue un véritable paradoxe dans un mouvement qui en appelle à une "citoyenneté active". Aussi, ce cinquième forum se voulait-il différent: les immenses conférences ont été supprimées pour laisser davantage de place aux ateliers plus restreints. Plusieurs organisateurs de conférences ont par ailleurs opté pour la division de l'assemblée en sous-groupes d'une dizaine de personnes permettant ainsi à chacun d'intervenir bien davantage. Cette technique semble avoir fait ses preuves pour traiter les sujets les plus divers: réflexion sur le FSM et ses limites, ateliers sur les manières de "changer le



Photo: Frédéric LEVEQUE

monde sans prendre le pouvoir" ou réunion portant sur les stratégies à adopter face aux institutions internationales. Globalement, la participation active du plus grand nombre demeure cependant limitée et l'organisation bien éloignée de la "totale auto-organisation", du "processus 100% horizontal" revendiqué par Jeferson Miola, directeur exécutif du FSM (*Libération*, 1er février 2005).

Vers un forum plus ouvert?

On ne peut que constater que, sans le vouloir, le mouvement altermondialiste reproduit en son sein certaines des inégalités et des exclusions qu'il dénonce dans la société, la faible participation des femmes et le caractère souvent passif des participants au FSM 2005 sont là pour le rappeler. Si beaucoup parlent du Forum social comme d'un espace ouvert, force est de constater que la réalité demeure bien en deçà de cet idéal. Néanmoins, cet idéal d'ouverture garde un rôle fondamental en tant qu'horizon vers lequel cherchent à avancer les altermondialistes.

En ce sens, malgré certains échecs importants, ce cinquième Forum social mondial a montré que le Forum restait capable de se remettre en question, de prendre en compte certaines critiques et de modifier son organisation afin d'être plus ouvert et plus participatif. La place désormais réservée au camp des jeunes, la prédilection pour les ateliers organisés de manière décentralisée plutôt que les immenses conférences des stars de l'altermondialisation en sont quelques illustrations. Si nul ne peut nier que les ressources économiques, sociales et culturelles

demeurent des éléments importants pour participer au forum et si l'augmentation du nombre de participants ne va pas forcément de pair avec celle de leur diversité, l'organisation cinq années consécutives de cette gigantesque foire dont l'objectif essentiel est d'apprendre et d'échanger des expériences constitue en soi un succès. Petit à petit, les milliers d'acteurs qui créent ce forum tentent de faire émerger une nouvelle culture du politique qui souligne tout l'apport de la diversité et de l'ouverture des espaces altermondialistes.

Geoffrey PLEYERS

Aspirant FNRS, Doctorant au Pôle liégeois d'Etude sur les sociétés urbaines en développement (ULg) et au Centre d'Analyse et d'Intervention sociologiques (EHES-Paris). Cet article est basé sur l'une des multiples réflexions surgies à l'occasion du séminaire "Encounters in Open Space" qui a rassemblé des chercheurs de cinq continents à l'initiative des centres de recherche ESPERTISE (Paris) et CACIM (New Delhi). L'auteur remercie particulièrement Chloé Keraghel et Jai Sen de l'y avoir associé. Pour davantage de renseignements et pour poursuivre les débats, rendez-vous sur www.openspaceforum.net ou dans le n°182 de la Revue internationale des sciences sociales (janvier 2005).

1. Voir à ce sujet Jai Sen, Arturo Escobar, Anila Anand, Peter Waterman (eds.), *WSF challenging empire*, Viveka Foundation, 2004; Bernard Cassen, *Tout à commencé à Porto Alegre*, Mille et une nuits, 2003; Jai Sen et Mayuri Saini, *Talking new politics*, Zubaan, 2005.
2. Marcelle Dawson, "Who is Resisting Globalisation? Questioning the Diversity of Global Social Movements", *Encounter in Open Space 1*, janvier 2005.
3. Elisabeth Martinez, "Where was the colour in Seattle", Direct Action Network Seattle, 2000.

Douze propositions pour un autre monde possible



Le manifeste

Opposer un “Consensus de Porto Alegre” au “Consensus de Washington”: voilà l’idée qui a présidé à l’élaboration du “Manifeste de Porto Alegre”. Signé par 19 grands noms du mouvement altermondialiste, le texte a été présenté en grande pompe médiatiques dans un hôtel de la ville brésilienne pendant le Forum social mondial. Objectif de ses promoteurs: *“Donner un coup d’accélérateur vers une traduction politique de nos propositions.”* Extraits.

Depuis le premier Forum social mondial tenu à Porto Alegre en janvier 2001, le phénomène des Forums sociaux s’est étendu à tous les continents, et jusqu’aux niveaux national et local. Il a fait émerger un espace public planétaire de la citoyenneté et des luttes. Il a permis d’élaborer des propositions de politiques alternatives à la tyrannie de la mondialisation néolibérale impulsée par les marchés financiers et les transnationales, et dont le pouvoir impérial des Etats-Unis constitue le bras armé. Par

sa diversité et par la solidarité entre les acteurs et les mouvements sociaux qui le composent, le mouvement altermondialiste est désormais une force qui compte au niveau mondial. Dans le foisonnement des propositions issues des Forums, il en est un grand nombre qui semblent recueillir un très large accord au sein des mouvements sociaux. Parmi celles-ci, les signataires du Manifeste de Porto Alegre, qui s’expriment à titre strictement personnel et qui ne prétendent aucunement parler au nom du Forum, en ont

identifié douze qui, réunies, font à la fois sens et projet pour la construction d'un autre monde possible. Si elles étaient appliquées, elles permettraient enfin aux citoyens de commencer à se réapproprié ensemble leur avenir. Ce socle minimal est soumis à l'appréciation des acteurs et mouvements sociaux de tous les pays. C'est à eux qu'il appartiendra, à tous les niveaux - mondial, continental, national et local -, de mener les combats nécessaires pour qu'elles deviennent réalité. Nous ne nous faisons en effet aucune illusion sur la volonté réelle des gouvernements et des institutions internationales de mettre en oeuvre spontanément ces propositions, même quand, par pur opportunisme, ils en empruntent le vocabulaire.

I- Un autre monde possible doit respecter le droit à la vie pour tous les êtres humains grâce à de nouvelles règles de l'économie. Il faut donc:

1.- Annuler la dette publique des pays du Sud, qui a déjà été payée plusieurs fois, et qui constitue, pour les Etats créanciers, les établissements financiers et les institutions financières internationales, le moyen privilégié de mettre la majeure partie de l'humanité sous leur tutelle et d'y entretenir la misère. Cette mesure doit s'accompagner de la restitution aux peuples des sommes gigantesques qui leur ont été dérobées par leurs dirigeants corrompus.

2.- Mettre en place des taxes internationales sur les transactions financières (en particulier la taxe Tobin sur la spéculation sur les devises), sur les investissements directs à l'étranger, sur les bénéfices consolidés des transnationales, sur les ventes d'armes et sur les activités à fortes émissions de gaz à effet de serre. S'ajoutant à une aide publique au développement qui doit impérativement

de Porto Alegre

atteindre 0,7 % du produit intérieur brut des pays riches, les ressources ainsi dégagées doivent être utilisées pour lutter contre les grandes pandémies (dont le sida) et pour assurer l'accès de la totalité de l'humanité à l'eau potable, au logement, à l'énergie, à la santé, aux soins et aux médicaments, à l'éducation et aux services sociaux.

3.- Démanteler progressivement toutes les formes de paradis fiscaux, judiciaires et bancaires qui sont autant de repaires de la criminalité organisée, de la corruption, des trafics en tout genre, de la fraude et de l'évasion fiscales, des opérations délictueuses des grandes entreprises, voire des gouvernements.

4.- Faire du droit de chaque habitant de la planète à un emploi, à la protection sociale et à la retraite, et dans le

respect de l'égalité hommes-femmes, un impératif des politiques publiques, tant nationales qu'internationales.

5.- Promouvoir toutes les formes de commerce équitable en refusant les règles libre-échangistes de l'OMC et en mettant en place des mécanismes qui permettent, dans les processus de production des biens et services, d'aller progressivement vers un alignement par le haut des normes sociales et environnementales. Exclure totalement l'éducation, la santé, les services sociaux et la culture du champ d'application de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC.

6.- Garantir le droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaires de chaque pays ou regroupement de pays par la promotion de l'agriculture paysanne. Cela doit entraîner la suppression totale des subventions à l'exportation des produits agricoles, en premier lieu par les Etats-Unis et l'Union européenne, et la possibilité de taxer les importations afin d'empêcher les pratiques de *dumping*. De la même manière, chaque pays ou regroupement de pays doit pouvoir décider souverainement d'interdire la production et l'importation d'organismes génétiquement modifiés destinés à l'alimentation.

7.- Interdire toute forme de brevetage des connaissances et du vivant (aussi bien humain, animal que végétal), ainsi que toute privatisation des biens communs de l'humanité, l'eau en particulier.

II.- Un autre monde possible doit promouvoir le "vivre ensemble" dans la paix et la justice à l'échelle de l'humanité. Il faut donc:

8.- Lutter, en premier lieu par les différentes politiques publiques, contre toutes les formes de discrimination, de sexisme, de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme. Reconnaître pleinement les droits politiques, culturels et économiques (y compris la maîtrise de leurs ressources naturelles) des peuples indigènes.

9.- Prendre des mesures urgentes pour mettre fin au saccage de l'environnement et à la menace de changements climatiques majeurs dus à l'effet de serre et résultant en premier lieu de la prolifération des transports et du gaspillage des énergies non renouvelables. Mettre en oeuvre un autre mode de développement fondé sur la sobriété énergétique et sur la maîtrise démocratique des ressources naturelles à l'échelle de la planète.

10.- Exiger le démantèlement des bases militaires des pays qui en disposent hors de leurs frontières, et le retrait de toutes les troupes étrangères, sauf mandat exprès de l'ONU. Cela vaut en premier lieu pour l'Irak et la Palestine.

III.- Un autre monde possible doit promouvoir la démocratie du local au global. Il faut donc:

11.- Garantir le droit à l'information et le droit d'informer des citoyens par des législations:

- mettant fin à la concentration des médias dans des groupes de communication géants;
- garantissant l'autonomie des journalistes par rapport aux actionnaires;
- et favorisant la presse sans but lucratif, notamment les médias alternatifs et communautaires.

12.- Réformer et démocratiser en profondeur les organisations internationales et y faire prévaloir les droits humains, économiques, sociaux et culturels, dans le pro-

longement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette primauté implique l'incorporation de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC dans le système et les mécanismes de décision des Nations unies. En cas de persistance des violations de la légalité internationale par les Etats-Unis, il faudra transférer le siège des Nations unies hors de New-York dans un autre pays, de préférence du Sud.

Porto Alegre, le 29 janvier 2005.

Tariq Ali (Pakistan), Samir Amin (Egypte), Walden Bello (Philippines), Frei Betto (Brésil), Atilio Boron (Argentine), Bernard Cassen (France), Eduardo Galeano (Uruguay), François Houtart (Belgique), Armand Mattelart (Belgique), Adolfo Pérez Esquivel (Argentine), Riccardo Petrella (Italie), Ignacio Ramonet (Espagne), Samuel Ruiz Garcia (Mexique), Emir Sader (Brésil), José Saramago (Portugal), Roberto Savio (Italie), Boaventura de Sousa Santos (Portugal), Aminata Traoré (Mali), Immanuel Wallerstein (Etats-Unis).



Le CADTM au FSM Lancement de l'Observatoire de la Dette

Le 28 janvier, pendant le Forum social mondial, le CADTM et EDI (Economistas de Izquierda, Argentine) ont lancé au cours d'une séance publique l'Observatoire international de la dette.

Tous les individus et toutes les organisations qui souhaitent une alternative au système d'endettement public qui subordonne les destinées des gouvernements et des peuples aux exigences des créanciers peuvent en faire partie, ainsi que tous les individus et toutes les organisations qui analysent les problèmes d'endettement, les politiques des différents types de créanciers (privés, bilatéraux, multilatéraux).

Les individus et organisations qui participent à l'Observatoire international de la dette s'engagent à mettre à disposition des membres de l'Observatoire leurs connaissances et leurs analyses. Ils s'engagent également à réaliser un travail de recherche, à produire des

analyses et à réaliser des mises à jour des problèmes relatifs à l'endettement. Le moyen privilégié de communication des membres de l'Observatoire sera internet.

L'Observatoire évitera de se substituer aux campagnes sur la dette car son rôle vise à leur venir en aide sur le plan de l'information et de l'analyse. L'Observatoire respectera les caractéristiques des différentes campagnes sur la dette.

Le secrétariat de l'Observatoire est assuré par le CADTM Belgique. Le secrétariat a pour mission de mettre en place le site internet de l'Observatoire, de favoriser les collaborations entre ses membres et de stimuler les recherches et la diffusion de leurs résultats.

Nous y reviendrons en détail très prochainement.
Infos: www.cadtm.org et info@cadtm.org

La lutte des Sans Terre et le Forum social mondial



Photos de Sebastiao SALGADO... et Frédéric LEVEQUE.
Forum social mondial, janvier 2005.

Au Brésil, le Mouvement des paysans sans terre (MST) est un acteur puissant et incontournable des luttes sociales. Très impliqué dans la dynamique du Forum social mondial et dans les assemblées de mouvements sociaux qui se tiennent à l'occasion de celui-ci, le MST était particulièrement présent et actif à Porto Alegre. Coup de projecteur sur ce mouvement emblématique de la lutte contre le néolibéralisme.

Le droit à la propriété de la terre, qui s'est substitué au droit de posséder des esclaves, continue de marquer radicalement les structures sociales brésiliennes qui sont caractérisées par la forte concentration de la richesse et un taux élevé de pauvreté. La structure agraire est basée sur le "complexe *latifundium* (1) / *minifundium* (2)" qui concentre la propriété foncière entre les mains de quelques grands propriétaires. Il existe, au Brésil et selon le MST, 4,8 millions de familles de paysans sans terre. Le gouvernement conteste ce chiffre alors qu'une étude récente commandée par le ministère extraordinaire de la politique foncière a identifié 8,9 millions de familles sans terre (3).

Le Mouvement des paysans sans terre soutient la réforme agraire en tant que clé d'un développement socialement juste et durable. L'idée de ce mouvement social est de restaurer des espaces ruraux désertés par l'installation de familles de paysans sans terre (4), tout en y aménageant une activité productive sous le signe de la polyculture. La base de l'action du MST est la négociation et la pression sociale organisée, la conjoncture brésilienne étant défavorable à une réforme agraire telle que le MST la conçoit. La structure sociale inégale et héritée de la colonisation, de l'esclavage et des périodes de domination, constitue un frein pesant à la mise en place d'une réforme agraire favorable aux petits agriculteurs.

Le MST est apparu dans le Sud brésilien au début des années 1980, sous la dictature militaire. Sa première action, qui était l'occupation des terres inexploitées, s'étend, à présent, à un programme d'actions destinées à toute la société brésilienne et internationale. Au-delà d'une réforme agraire, le mouvement revendique, entre autres, une participation citoyenne, une égalité sociale ainsi qu'une démocratisation de la société. Le mouvement détient, à ce titre, un répertoire d'actions fourni : création d'assentamentos (5), manifestations, formation politique et citoyenne des paysans, sensibilisation de la population, etc. Ce mouvement affronte la politique néolibérale actuelle, non seulement par la volonté de redistribution foncière, mais également à travers la lutte pour une meilleure répartition des revenus, une création de travail et une activation de l'économie interne du pays.

Engagement et militance: implication dans le Forum social mondial

Les 23 Etats brésiliens où le MST agit (6) étaient représentés, lors du Forum social mondial 2005, par une centaine de militants. Leur participation fut active et diversifiée et leur présence actée lors des trois manifestations principales du Forum (d'ouverture, contre l'ALCA - Alliance de libre commerce des Amériques - et de fermeture) et la par-

ticipation aux assemblées des mouvements sociaux. Le Forum était en effet, cette année, parsemé d'assemblées mondiales des mouvements sociaux, elles réunissaient près de 200 représentants de tous types d'organisations populaires. C'est avec l'appui de João Pedro Stedile, leader du MST, que la coordination des mouvements sociaux a été créée dans le but d'instaurer un espace de jonction des forces rurales et urbaines. L'opposition au modèle néolibéral et à la globalisation représente le point commun de ces mouvements dans la lutte pour la dignité, la santé et l'alimentation.

Fédérés au sein de la coordination internationale Via Campesina, les mouvements d'organisations paysannes se battent pour la survie de centaines de millions d'exploitations familiales mises à mal par le commerce agricole mondial et l'"agrobusiness". Le MST représente un des piliers de Via Campesina, tout comme la Confédération paysanne française de José Bové, et agit en accord avec les objectifs de cette organisation mondiale. Elle promeut des relations économiques équitables ainsi qu'une justice sociale. Via Campesina a officiellement initié sa participation au Forum social mondial 2005 par l'ouverture du campement international des paysans, dans le gymnase Tesourinha de Porto Alegre, relativement éloigné des espaces de conférences du Forum.

Près de mille paysans organisés dans Via Campesina participèrent au 5ème Forum Social Mondial. Activistes, intellectuels et représentants des mouvements sociaux latino-américains et du Moyen-Orient étaient réunis dans ce gymnase. *"Nous invitons ici des personnalités afin qu'elles puissent partager avec les paysans la situation de lutte des peuples de tous les continents"*, a expliqué Cedenir de Oliveira, coordinateur du MST dans l'Etat de Rio Grande do Sul. En plus des activités internes, Via Campesina a organisé, dans le cadre du Forum, trois séminaires : l'accès à la terre et à l'eau, les alternatives aux organismes internationaux et les propositions pour un nouveau modèle agricole.

A bas la dette !

Conscients du poids de la question de la dette extérieure sur les pays du Sud, les militants du MST l'intègrent dans leur lutte, en éveillant l'attention de la société civile sur la question. En 2002, le MST a d'ailleurs participé au plébiscite pour l'annulation de la dette des pays du Sud. Les militants du mouvement ont récolté plus de 12 millions de signatures auprès de la population brésilienne.

Sur un plan macroéconomique, les affaires agricoles brésiliennes semblent être le "salut de l'économie nationale". Pourtant, la politique actuelle est dirigée vers un modèle qui accentue l'exploitation de la paysannerie. D'une part, les terres brésiliennes servent encore et toujours les demandes internationales au détriment du pays et de sa population et, d'autre part, l'entrée de devises est prioritaire



Forum social mondial, janvier 2005.
Photo: Bénédicte SCHOONBROODT.

par rapport à la structure familiale paysanne. Le monopole de la terre par les latifondistes et les grandes entreprises agricoles constitue le déterminant principal des asymétries existant au sein de la société brésilienne, mais également un des facteurs responsables du blocage dans le processus de développement de l'économie.

Lula porte-t-il toujours la casquette du mouvement ?

Dès sa campagne électorale, Lula a présenté quelques ambiguïtés qui laissent les paysans comblés d'espoir mais également perplexes. Nonobstant d'éventuelles bonnes intentions du président Lula qui cherche à diminuer la pauvreté au Brésil, ses marges de manœuvre sont bien limitées. D'une part, il y a les organismes financiers qui font pression sur le budget de l'Etat afin de limiter les investissements dans les programmes sociaux comme la réforme agraire, la santé, etc. D'autre part, il y a l'action des élites rurales brésiliennes qui, alliées aux investisseurs européens et américains, poursuivent avec un appétit vorace leur programme néolibéral : privatisation de l'eau pour la production d'énergie en dépit de l'inondation des terres des paysans (construction de barrages), cercle pervers de l'occupation irrationnelle de la forêt pour l'extraction de bois, élevage de bétail et production de soja (7). Lors du Forum Social Mondial 2005, Lula, dans son discours, ne mentionne aucun mouvement social mais insiste sur la nécessaire exportation massive. *"Une fois*

de plus, Lula ne s'intéresse pas à la réforme agraire mais plus à l'économie du pays (8)". Les militants sont déçus du manque de concrétisation des promesses tenues par Lula lors de sa campagne. Il est sympathisant du MST et le symbolise par le port de la casquette du mouvement devant la presse (9) mais il est également proche de grands propriétaires terriens.

Le gouvernement actuel n'en reste pas moins un gouvernement de gauche, selon les militants du MST. Poursuivre cette alliance avec le PT (Parti des travailleurs) et continuer la pression sur Lula est la ligne de conduite du mouvement. La seule différence se situe au niveau du discours, il s'agit actuellement de critiquer de manière constructive, d'envoyer des messages d'alerte et non plus de considérer le gouvernement en tant qu'ennemi, comme les gouvernements précédents.

Début février 2005, le gouvernement brésilien a déclaré la facilitation du commerce de semences génétiquement modifiées. Une entreprise brésilienne de recherche en agriculture et élevage (Embrapa) dirige d'ailleurs ses recherches dans ce domaine. Le MST est engagé en milieu rural pour la biodiversité des semences et développe de nombreuses initiatives permettant aux paysans de produire leurs propres semences, leur accordant ainsi une autonomie relative dans le pouvoir de plantation.

João Pedro Stedile, lors d'un entretien, affirme que *"la politique agricole brésilienne est tournée vers les exportations, j'en veux pour preuve que les OGM ont été légalisés. Nous avons obtenu la création d'un second plan national de réforme agraire avec le ministre du développement agraire, Miguel Rossetto. Ce plan prévoit l'accès à la terre pour un million de familles paysannes au Brésil. Mais nous estimons que les enjeux de la politique du gouvernement Lula ne sont pas compatibles avec la réalisation de ce plan. Pour nous, les avancées sociales n'ont pas lieu sans mobilisation. Nous allons multiplier les occupations, reprendre une action commune avec la coordination des mouvements sociaux et surtout tenter de marquer un moment politique très fort lors de l'arrivée de la marche nationale pour la réforme agraire"*.

Le 17 avril 2005, jour international de la lutte paysanne, 10.000 personnes devraient se rassembler pour le départ de la manifestation nationale du MST. En une quinzaine de jours, ces personnes marcheront les quelque 220 kilomètres qui séparent les villes de Goiânia à Brasília. Plus de 150.000 personnes issues de divers mouvements sociaux sont attendues à la capitale.

Bénédicte SCHOONBROODT

Doctorante en anthropologie à Marseille (EHESS) et en sociologie à l'Université de Liège. Apports de: Neusa Barbeiro, professeur à l'Université Católica de Goiânia et doctorante en sociologie à l'Université de Liège; Vinicius Rocha, doctorant brésilien à l'Université de Salamanca.



Spectacle aquatique des Sans Terre lors de la visite du président vénézuélien Hugo Chavez à une occupation de terres du MST, le 30 janvier 2005. Photo: Frédéric LEVEQUE

1. Grand domaine agricole, souvent peu cultivé, sous-exploité, utilisant une main-d'œuvre non spécialisée et mal rétribuée.
2. Exploitation dont le revenu n'est pas suffisant pour le développement économique d'une famille.
3. En vérité, il est difficile de préciser tant les familles dans le besoin dépassent celles officiellement recensées comme étant des "sans terre".
4. Comprenant les salariés ruraux, les occupants, les petits agriculteurs, les enfants des paysans, les locataires et les sans terre urbains (chômeurs).
5. Programme faisant partie de la réforme agraire et qui consiste en l'installation de familles de paysans ayant obtenu la possession légale des terres occupées suite à l'occupation illégale de celles-ci (dans ce cas, elle s'appelle acampamento) et une régularisation par l'INCRA (Institut national de Colonisation et de Réforme agraire).
6. Il s'agit de 23 sur 25 Etats car le MST est absent dans les Etats de Roraima et Acre, pour des raisons géographiques.
7. La culture du soja est très néfaste pour l'environnement car le soja est cultivé en grandes étendues étant donné la demande en constante croissance (substitut des produits laitiers). Il nécessite une attention particulière étant donné sa fragilité (en monoculture, bon nombre de pesticides sont appliqués sur les cultures de soja).
8. Propos recueillis auprès d'un militant du MST de l'Etat de Goiás présent au Forum 2005.
9. Lors de la première rencontre entre Lula (depuis sa présidence) et les membres du MST, en 2003, au Palais de Brasília. *Globo* (journal brésilien) en fit un scandale et la population en fut indignée.

Suez bouté de Bolivie par la pression populaire ?

Le 13 janvier 2005, après trois jours de mobilisation des habitants de El Alto, le président bolivien a émis un décret par lequel il met fin à la concession de 30 ans accordée à la transnationale Suez des Eaux. Il s'agit d'une nouvelle victoire du peuple bolivien dans sa lutte pour récupérer le contrôle public sur ses ressources naturelles.

Déjà, en avril 2000, les habitants de la région de Cochabamba avaient réussi à se débarrasser de la domination du consortium international dirigé par la transnationale états-unienne Bechtel sur la distribution d'eau dans la région. En octobre 2003, un soulèvement national durement réprimé (plus de 90 morts) avait entraîné la chute du président Lozada et la suspension du projet de vente du gaz naturel à un consortium transnational privé dirigé lui aussi par des grandes entreprises états-uniennes.

Quelles raisons entraînent le soulèvement populaire de janvier 2005 à El Alto ? Le 24 juillet 1997, suite aux pressions exercées par la Banque mondiale (BM) et le FMI, les autorités boliviennes ont accordé à l'entreprise Aguas del Illimani - Suez une concession de 30 ans pour la distribution d'eau potable et l'assainissement des eaux usées de la municipalité de El Alto et de la capitale La Paz. Aguas del Illimani est contrôlée par l'entreprise Suez qui domine au niveau mondial le commerce de l'eau en compagnie de Ondeo ex-Vivendi (France) et de Thames Water (Grande-Bretagne).

Cette concession a été attribuée de manière frauduleuse car on n'a pas respecté les règles normales d'un appel d'offres public. Celui-ci a été lancé sur la base d'une étude réalisée par la banque française Paribas. Une seule entreprise répondit à l'appel : Aguas del Illimani - Lyonnaise des eaux (Suez). Au lieu de procéder à un nouvel appel afin de recevoir plusieurs offres, le contrat a été signé à la va-vite. Cette concession à une entreprise transnationale est le résultat de la privatisation de l'entreprise municipale publique Samapa, qui a été imposée par la BM, le FMI et la Banque interaméricaine de développement (BID) lors de la renégociation de la dette bolivienne en 1996.

La BM est d'ailleurs directement partie prenante de la privatisation puisqu'elle détient 8% des actions de Aguas del Illimani par le biais de son instrument d'investissement privé,

la Société Financière d'Investissements. De son côté, la Lyonnaise des eaux - Suez détient 55% des actions.

Le groupe Suez privait 200.000 habitants de El Alto d'eau potable

Alors que Aguas de Illimani affirmait que toute la population de El Alto avait accès à l'eau potable, la réalité était bien différente. 70.000 personnes vivaient dans des maisons non raccordées à la distribution d'eau car le prix du raccordement était exorbitant. En effet, il atteignait la somme astronomique de 445 dollars soit approximativement 8 mois de salaire minimum. Par ailleurs, 130.000 vivant sur le territoire de la concession accordée à Aguas del Illimani sont en dehors de l'aire desservie par la transnationale.

Insuffisance d'investissement dans l'entretien et l'amélioration des installations

Selon le contrat signé en 1997, Aguas del Illimani était tenue de garantir l'entretien et l'amélioration des conduites d'eau et des égouts. En réalité, les investissements réalisés étaient tout à fait insuffisants. Entre 1997 et 2004, Aguas del Illimani n'aurait investi que pour un montant de 55 millions de dollars provenant principalement de prêts de la Bm et de la BID ou de dons provenant de gouvernements au titre de l'aide publique au développement. C'est le cas des dons de la Suisse destinés à garantir l'accès des pauvres à l'eau potable. L'insuffisance d'investissements s'est traduite par des foyers de contaminations dans certains quartiers dus à la distribution d'eau non potable.

Augmentation des tarifs

Au début du contrat, en 1997, les tarifs ont augmenté de 19%. Le coût du raccordement a quant à lui augmenté de 33%. Alors que la loi bolivienne interdit la dollarisation des tarifs (loi 2066 du 11 avril 2000, art. 8), Aguas del Illimani a indexé les tarifs au dollar.

Voler les pauvres et les pouvoirs publics

Avec des tarifs exorbitants, Suez amortissait ses faibles investissements et s'octroyait un taux de profit de 13%. Non contente de cela, elle avait obtenu grâce à l'article 26 du contrat la garantie qu'en cas de non renouvellement de

la concession en 2027, les autorités publiques devraient rembourser à l'entreprise tous les investissements réalisés. Par ailleurs, alors que Suez s'était engagée à verser à l'entreprise municipale Samapa 8 millions de dollars par an, celle-ci affirme qu'elle n'a reçu en réalité que 3,5 millions de dollars par an.

Banque mondiale: juge et partie

Pour toutes ces raisons, l'ensemble de la population de El Alto est sorti dans les rues des jours durant, exigeant le départ de Aguas del Illimani - Suez et le retour de la distribution d'eau au secteur public. Suez a annoncé suite au décret pris par le président de la Bolivie, qu'elle déposerait plainte auprès du CIRDI (Centre international des différends relatifs aux investissements), une des cinq branches du groupe Banque mondiale. Si jamais le CIRDI acceptait de recevoir la plainte, son jugement serait frappé de nullité car la Banque mondiale serait à la fois juge et partie. En effet, comme indiqué précédemment, la Banque mondiale est actionnaire de Aguas del Illimani.

Eric TOUSSAINT

Soutenons la lutte des habitants de El Alto et exigeons que Suez s'abstienne de toute demande de dédommagement. Prière de signer et de faire parvenir à qui de droit la lettre ci-contre (disponible sur www.cadtm.org):

Destinataire: Gérard Mestrallet, administrateur de Suez.
gerard.mestrallet@suez.com

Copie à july240608@yahoo.com et à info@cadtm.org

DERNIERE MINUTE

Depuis la rédaction de cet article, l'affaire a rebondi. En février, les habitants de El Alto ont appris que le gouvernement avait décidé de "suivre les formalités légales" pour mettre fin au contrat avec Suez qui jouissait donc toujours de la concession. En outre, rejetant ainsi la volonté populaire de construire une entreprise publique de distribution d'eau sous le contrôle des riverains, le gouvernement a proposé la constitution d'une société mixte dans laquelle la participation du capital privé serait permise. C'est l'une des raisons des nouvelles mobilisations qui secouent le pays au moment où nous clôturons ce numéro. Comme le disaient les habitants de El Alto lors de leurs barrages: "Nous avons déjà dit que nous ne voulions pas de transnationale ici. Qu'elle s'en aille. Que Carlos Mesa comprenne !"

Frédéric LEVEQUE

Monsieur,

Je soussigné(e) me déclare solidaire des 200.000 habitants de El Alto (Bolivie) qui n'ont pas accès à l'eau potable et je soutiens la décision légitime des autorités boliviennes prise le 13 janvier 2005 de mettre fin à la concession de 30 ans (1997-2026) accordée à Aguas del Illimani dont Suez est l'actionnaire principal.

Je vous demande de renoncer à toute poursuite et à toute demande en dommages et intérêts. Retirez-vous discrètement de ce pays, c'est ce que vous avez de mieux à faire.

Prénom:

Nom:

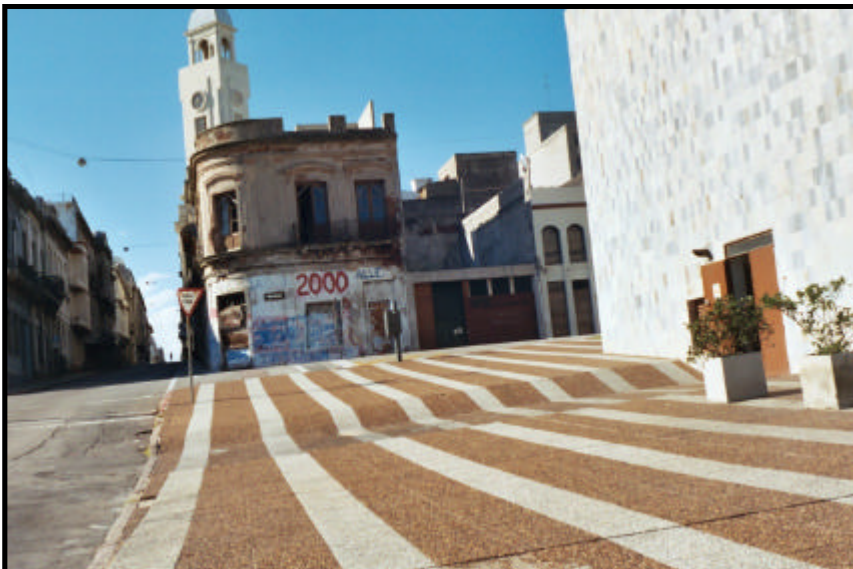
En qualité de (facultatif):

Adresse:

Signature:

Victoire de la gauche en Uruguay

Les débuts d'une nouvelle ère ?



Fête et proclamations. Au milieu d'une mobilisation massive, Tabaré Vazquez a pris ses fonctions de président du pays le premier mars dernier. Des centaines de milliers de personnes ont pris les rues de tout le pays pour accueillir le "camarade président". L'appui politique régional était perceptible en permanence : les présidents Kirchner, Lula, Chavez, Lagos et une délégation cubaine emmenée par son ministre des Affaires étrangères, Pérez Roque, sont arrivés comme pour confirmer le "nouveau moment de la gauche latino-américaine".

Montevideo, février 2005. Photo: YB.

Uruguay

Le mouvement ouvrier et populaire s'apprête à vivre une expérience inédite dans sa longue histoire de luttes. Des centaines de ses dirigeants et cadres vont intégrer le gouvernement de l'Encuentro Progresista - Frente Amplio et l'administration publique. Les espoirs et les rêves vont se mesurer avec la réalité dans un contexte marqué par de grandes attentes d'un véritable changement et pas d'un simple nettoyage cosmétique.

C'est justement parce que le résultat du 31 octobre 2004 a été si catégorique et l'échec électoral de la droite si écrasant, que la perception qu'il s'agit d'un gouvernement "anti-néolibéral" est fortement ancrée.

Les discours d'inauguration de Vazquez et les premières mesures renforcent l'idée du "changement". Un Plan d'Urgence sociale a été lancé, plan dont la cible sont les "indigents" et les "plus pauvres" (près de 200.000 personnes, 32% de la population au total) et l'ouverture des Conseils des salaires (négociations entre patrons et syndicats) dans un pays où les travailleurs ont perdu 20% de leurs revenus au cours des deux dernières années.

Sur le plan des droits de l'Homme, le président a annoncé la reprise des recherches des corps des disparus, que l'on suppose être enterrés dans des casernes militaires et a signé un accord de collaboration avec le gouvernement argentin "pour en finir avec l'impunité". La structure du ministère de l'Intérieur a été modifiée par la dérogation des mécanismes répressifs des gouvernements antérieurs et en plaçant aux commandes de la police des fonctionnaires identifiés aux "valeurs démocratiques".

Dans le domaine du processus d'intégration régionale, les relations diplomatiques avec Cuba ont été rétablies, des accords d'échanges commerciaux signés avec le Venezuela, le Paraguay, d'investissement avec le Brésil, dans un cadre d'une priorité donnée au Mercosur et à la "communauté latino-américaine des nations".

La légitimité politique du nouveau gouvernement n'a pas d'antécédents récents. Sa majorité parlementaire est absolue, et le mouvement de luttes et de résistances sociales se trouve au point le plus bas des dernières années. A gauche de la stratégie du "changement possible", il n'y a pratiquement rien... A peine des franges dispersées de militants politiques radicaux et d'activistes sociaux dans les organisations du mouvement populaire.

Crise, dette et FMI

La gravité et l'extension de la crise socio-économique crève les yeux: presque un million de pauvres (32% de la population totale), 14% de chômage, et des milliers de personnes vivant dans des installations précaires, 54% des enfants naissent et grandissent dans des foyers "désintégré socialement". Dans ce contexte, le Plan d'Urgence sociale (qui durera deux ans), a la portée d'un palliatif qui ne consommera que 0,7% du PIB annuel. Un montant

dérisoire si nous prenons en compte que 4% du PIB seront consacrés au paiement des intérêts de la dette extérieure.

Le cercle infernal de la dette extérieure publique (et le respect des "engagements contractés" que le nouveau gouvernement respectera religieusement) conditionne l'ensemble dudit projet de "pays productif". En 1999, la dette brute était de 8.500 millions de dollars et de 13.500 millions de dollars en 2004...

Le PIB était en 1999 de 21.000 millions de dollars et de 13.000 millions à la fin 2004. Les institutions financières internationales (IFI, menées par le FMI) exigent un excédent fiscal primaire de 4% pour garantir le paiement des intérêts et "obtenir de la crédibilité face aux marchés" et aux investisseurs privés, acteurs essentiels dans la "soutenabilité" du programme du nouveau gouvernement (l'Uruguay a un des taux d'investissement les plus bas de l'Amérique du Sud par rapport à son PIB: moins de 16%).

Le calendrier des paiements aux "créanciers" est insoutenable: le pays devra transférer aux IFI plus de 3.000 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

Et c'est cela qui commence à se négocier dans les prochaines semaines avec le FMI comme condition pour "conclure un nouvel accord". Le ministre de l'Economie, Danilo Astori (un social libéral déclaré) l'a clairement laissé entendre: *"Sans un accord avec le FMI aujourd'hui, il n'y aura pas de changement (...), la majorité des investissements sera privée et étrangère. (...) Pour cela, donner ou pas un travail aux Uruguayens va dépendre d'un accord avec le Fonds"*. (*El Observador Económico*, 25-2-05).

Evidemment, cette perspective est complètement incompatible avec l'espoir de changement et de transformations et aussi avec la proposition de "pays productif". La voie que le gouvernement de Tabaré Vazquez a en ligne de mire remet en cause au moins deux des piliers de base de tout gouvernement qui se prétend de gauche: 1) une réelle distribution de la richesse en faveur des travailleurs et des couches sociales appauvries; 2) des mesures qui visent à casser le cercle de fer de la dépendance par rapport à l'impérialisme et à ses agences de "crédit". Rien de cela ne figure à l'agenda.

Pendant ce temps-là, la fête populaire continue de s'approprier "l'événement historique" d'avoir mis en faillite la domination bourgeoise bipartiste.

Ernesto HERRERA

Editeur de *Correspondencia de Prensa*, bulletin d'information du réseau solidaire des revues de la gauche radicale: germain@chasque.net

Les fausses promesses du G 7

Les 4 et 5 février 2005, le sommet des ministres des Finances du G7 s'est soldé par un échec qu'il a fallu dissimuler sous des déclarations vides de sens. Son communiqué final n'est qu'un pas de plus dans une direction qui a déjà révélé ses limites et ses insuffisances, bien loin du véritable enjeu de l'annulation totale de la dette.

et la dette bilatérale à l'égard des pays les plus industrialisés a augmenté de près de 2 milliards (4). Selon la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), les pays concernés doivent rembourser 2,6 milliards de dollars en 2005, soit davantage qu'en 2003 (2,4 milliards de dollars) (5). En fait, l'initiative PPTE visait avant tout à renforcer la mainmise des créanciers et la logique de l'ajustement structurel sur l'économie de ces pays: ouvrir toujours plus l'économie des PPTE aux exportations et aux intérêts des sociétés transnationales des pays riches; privatiser la distribution d'eau, les télécoms, l'électricité, le peu d'in-



Le G7 vient d'annoncer des allègements de dette "au cas par cas" et "jusqu'à 100 %". Alléger "jusqu'à 100 %" ne veut rien dire puisque tout pourcentage d'allègement est par principe inférieur à 100 %. Le choix de traiter les pays "au cas par cas" conduit à imposer des conditionnalités dont le but principal est de réduire la portée d'une éventuelle annulation, ce qui n'est pas acceptable. Aucun processus visant à une véritable annulation n'est initié, aucun agenda dans ce sens n'est décidé. Tout s'est passé comme si les pays riches avaient cherché les quelques phrases susceptibles de recevoir leur signature tout en les engageant le moins possible. En réalité, ils devraient d'abord rendre des comptes sur les engagements passés qu'ils n'ont pas tenus.

Car pourquoi les croire aujourd'hui alors que depuis 1999, ils n'ont absolument pas tenu leurs promesses ? Pourtant, il y a 6 ans, MM. Blair, Brown, Chirac et Schröder étaient déjà présents quand nous leur avons remis plus de 17 millions de signatures en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres. Ce jour-là, le 19 juin 1999, le sommet du G7 de Cologne avait alors décidé de renforcer l'initiative pour 42 pays pauvres très endettés (PPTE) initiée en 1996. Affirmant qu'ils avaient compris le message envoyé par les nombreux signataires, ils avaient annoncé l'annulation de 90 % de la dette bilatérale (1) et multilatérale (2) de ces pays, soit 100 milliards de dollars (3). Or les chiffres parlent d'eux mêmes: 6 ans plus tard, la dette globale des 42 PPTE n'a pas été réduite, au contraire. Selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), entre 1999 et fin 2002, la dette multilatérale des PPTE a augmenté de 10 milliards de dollars

dustries publiques qui y existent ; rendre l'école et la santé payantes. Cette logique de soumission aux marchés financiers est toujours la même aujourd'hui. Par ailleurs, les discussions du G7 ne portaient que sur la dette multilatérale des 42 PPTE, estimée à 80 milliards de dollars. Rappelons que le stock d'or du FMI est évalué à 44 milliards de dollars au cours du marché, et que les réserves de la Banque mondiale sont de l'ordre de 31 milliards de dollars. Si elles le voulaient vraiment, les institutions jumelles de Bretton Woods seraient parfaitement en mesure de financer elles-mêmes l'effacement de la dette multilatérale des 42 PPTE. Quant à la dette bilatérale des PPTE à l'égard des pays les plus industrialisés, elle s'élève à 30 milliards de dollars : c'est le coût de 6 mois d'occupation de l'Irak, ou 5 % des dépenses militaires annuelles du G7. L'annulation totale et immédiate est donc une question de volonté politique. On mesure là la vacuité des annonces du G7.

La supercherie doit être dénoncée. Les dirigeants des pays du G7 ont un agenda caché: rester créanciers des 42 PPTE et du reste des pays en développement (165 au total) afin de continuer à leur dicter leur volonté néolibérale. Seuls quelques PPTE, les plus dociles ou ceux qui occupent une place géostratégique, continueront à recevoir au cas par cas des mesures significatives d'allègement de dette. Mais une chose est sûre: le G7 ne compte pas les libérer complètement du fardeau de la dette car cela reviendrait à leur redonner la possibilité d'entreprendre des politiques économiques et sociales contraires au credo néolibéral. Quant au reste des pays en développement (89

Une drôle de caravane au Niger

% des populations pauvres de la planète vivent en-dehors des PPTE), le G7 ne propose aucune mesure d'allègement, pas même pour les pays les plus affectés par les tsunamis du 26 décembre 2004 (à commencer par l'Indonésie et le Sri Lanka). Pour eux, le G7 ne propose qu'un ridicule moratoire d'une durée d'un an.

Le 1er février, à Porto Alegre, l'ensemble des campagnes internationales sur la dette, dont le CADTM, a exigé "*l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette extérieure illégitime des pays du Sud, en commençant par les pays victimes du tsunami et d'autres ayant souffert de désastres ces derniers mois*". Seul un changement radical de logique peut permettre de trouver une solution au problème de la dette. Aujourd'hui, à cause des échecs du G7, ce problème reste entier. Les gesticulations de M. Gordon Brown n'y changent rien.

Damien MILLET et Eric TOUSSAINT

Ce communiqué de presse a notamment été repris par *l'Humanité* et le *Bangkok Post*.

- (1) Contractée envers d'autres Etats.
- (2) Contractée envers des institutions multilatérales, comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale.
- (3) Au G7 de Naples tenu en juin 1994, les pays les plus riches avaient promis 67% d'annulation de dette; au G7 de Lyon en juin 1996, ils s'étaient engagés à 80% d'annulation; au G7 de Cologne en juin 1999, ils annonçaient 90%; en juillet 2005 en Ecosse, ils annonceront certainement 100%.
- (4) OCDE, *Statistiques de la dette extérieure 1998-2002*, Paris, 2004, p. 203.
- (5) CNUCED, *Le développement économique en Afrique. Endettement viable: Oasis ou mirage?*, Genève, 2004.

Le Réseau national Dette et Développement (RNDD), organisation membre du réseau international CADTM, est très actif dans le travail d'éducation et de mobilisation du public nigérien. Une de ses actions essentielles fut la première semaine nigérienne d'action contre la dette en décembre 2002 à l'occasion de laquelle des milliers de signatures ont été collectées et remises au Représentant résident de la Banque mondiale. Dès ce moment, le RNDD avait décidé d'organiser une Caravane car il était bien conscient qu'il fallait quitter la capitale Niamey pour toucher les couches sociales les plus vulnérables (jeunes, femmes, chômeurs et paysans) ou les plus ou moins organisés (travailleurs et étudiants). Le remboursement de la dette tourne au drame dans un pays comme le Niger classé cinq ans durant (de 1999 à 2004) avant-dernier pays au monde selon l'indice du développement humain (IDH).

Les objectifs de la Caravane sont simples et importants. Pendant une semaine, au delà du débat nécessaire avec les personnes les plus touchées par le remboursement de la dette, il s'agira de mettre les organisations sociales devant leurs responsabilités et les impliquer dans le combat pour l'annulation de la dette. En expliquant le fonctionnement des institutions financières internationales et l'impact de leurs décisions sur leur vie, le RNDD espère renforcer des réseaux locaux pour l'annulation de la dette dans le pays. Trois thèmes de base seront traités au cours des discussions: le remboursement de la dette et l'approfondissement de la pauvreté; l'ajustement et l'accès aux services publics; les responsabilités des organisations sociales dans le combat pour l'annulation de la dette.

D'autres sujets seront également abordés, comme la scolarisation de la jeune fille, la sécurité alimentaire et les effets néfastes des OGM (Organismes génétiquement modifiés), le mariage précoce, le paludisme, le sida, l'eau, l'emploi... Vaste programme donc, qui laissera néanmoins la place à des visites (dernières girafes de l'Afrique de l'Ouest, village artisanal, périmètres hydro-agricoles, discussion avec des enfants de Tibiri atteints de diverses malformations suite à une consommation d'eau contenant un excès de chlore, etc.). Les soirées, elles, seront consacrées aux animations culturelles avec le Groupe Lakal Kaney, auteur de la cassette produite par le RNDD "*Nous ne devons rien*" et la troupe culturelle qui mettra en scène des pièces relatives à la dette et aux méfaits des politiques d'ajustement. Le bus partira de Niamey le 19 mars et se rendra d'abord à Kouré, à Dosso, puis à Doutchi, Konni, Maradi, Tessaoua, Zinder. En tout, près de 2.000 km, puisque Zinder se situe à 891 km de Niamey. Afin de matérialiser les résultats de cette première édition de la Caravane des alternatives sociales, un journal de 14 pages, 3 couleurs et 2.000 exemplaires sera édité à la fin des activités.

Denise COMANNE

G8: Arrêtons-les !

Vous, G8. Nous, 6 milliards !

Le sommet annuel du G8 se tiendra au tout début du mois de juillet, à Gleneagles, en Ecosse. La mobilisation contre ce nouveau rendez-vous des "saigneurs de la terre" (et en premier lieu contre le maître de cérémonie, Tony Blair, et son fidèle suzerain George W. Bush) promet d'être extrêmement forte et combative. Cette mobilisation est emmenée par une coordination d'organisations, de mouvements et d'individus, "G8 Alternatives". Au programme: un contre-sommet riches de débats et d'activités politiques et culturelles, ainsi que de nombreuses actions et manifestations.

Précisons que la coalition G8 Alternatives regroupe à la fois les mouvements résolument opposés au G8 et à ses politiques, et ceux qui privilégient le dialogue et le travail de "lobbying". La volonté étant de "*rassembler le plus largement possible les anticapitalistes, les organisations de développement, les syndicalistes, les militants pacifistes, les écologistes, les militants des*

droits humains, etc., pour échanger, débattre et manifester."

Heidi Giuliani, la mère de Carlo, le jeune italien abattu par les Carabinieri lors des manifestations de Gênes, en 2001, appelle également à la mobilisation: "*Le G8 met le monde en coupe réglée. Si nous ne faisons rien pour l'arrêter, il ne restera plus rien pour les prochaines générations.*"

Nous consacrerons, dans le prochain numéro des *Autres Voix de la Planète*, un dossier spécial au prochain sommet du G8 en Ecosse. D'ores et déjà, une très large mobilisation internationale est en cours... y compris au départ de la Belgique. Plus d'infos auprès du CADTM !

Infos:

<http://g8alternatives.movingpages.org/more.html>

<http://www.g8alternatives.org.uk>

<http://www.dissent.org.uk>

Contact: info@g8alternatives.org.uk

Ca bouge au CADTM Suisse!

La Suisse est un petit pays et le CADTM helvétique est à l'image de ce petit territoire. Nous ne sommes pas très nombreuses-nombreux, mais très actives-actifs...

Cette année, les autorités suisses ont interdit toute manifestation dans la ville de Davos et dans d'autres villes à l'occasion de la rencontre annuelle du Forum économique mondial. Les organisatrices-teurs des manifs anti-Davos ont essayé de faire une manifestation nationale à Berne, mais les autorités de cette ville à dominance vert-rouge ont émis des conditions inacceptables pour elles-eux. Un appel a alors été lancé pour des manifestations décentralisées dans chaque ville. A Genève, 150 personnes ont répondu à la hâte à l'appel lancé par SolidaritéS (un mouvement politique de la gauche radicale), ATTAC Genève et le CADTM pour protester contre les attaques aux libertés démocratiques et contre les "bandits" qui se réunissent à Davos.

Le CADTM Suisse travaille activement dans le cadre du Forum social lémanique (FSL - coordination des mouvements sociaux de la région lémanique, la France voisine incluse. Le FSL est l'une de principales structures organisatrices de la manifestation d'Evian, qui a réuni en 2003 plus de 100.000 personnes contre le G8). Le FSL a décidé que 2005 serait l'année de toutes les mobilisations contre l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) - voir par ailleurs l'agenda OMC. Dans ce cadre unitaire, nous avons participé, le 17 février dernier, à un premier rassemblement contre l'AGCS devant l'OMC et nous envisageons toute une série d'actions pendant toute cette année.

Nous participons aussi aux travaux de préparation du deuxième Forum social suisse qui aura lieu à Fribourg du 3 au 5 juin 2005. Notre angle d'action sera la thématique "Emigration, racisme, exclusion. Le point du vue du Sud: Dette et émigration". Nous allons animer cette thématique en collaboration avec d'autres groupes issus de l'émigration en Suisse.

Une autre thématique dont nous sommes les initiateurs sera: "Les Rapports Sud-Nord. La Suisse comme paradis fiscal, le secret bancaire". Nous y ajouterons la problématique de la dette écologique.

D'autres activités sont prévues, comme plusieurs conférences, dans les semaines et les mois qui viennent, notamment avec Eric Toussaint. Nous allons en outre lancer une campagne d'abonnements aux *Autres Voix de la Planète*, et faire connaître l'Observatoire international de la Dette. Ca bouge au CADTM Suisse!

Juan TORTOSA

2005, ANNEE DE TOUTES LES MOBILISATIONS CONTRE L'OMC

Le sommet de Cancun (au Mexique) a représenté un échec cuisant pour l'OMC, qui ne veut plus réitérer l'expérience. L'OMC a adopté depuis quelques temps une nouvelle "méthode" pour faire passer en douce ses politiques néolibérales qui s'attaquent maintenant à tous les domaines de la vie: il s'agit de convoquer des réunions à huis-clos au sein du secrétariat de Genève, sans tambour, ni trompette... pour que tout soit déjà arrangé avant d'arriver à Hong Kong. Il n'en demeure pas moins que l'agenda de l'OMC reste très chargé, d'où la nécessité de porter plus que jamais toute l'attention sur les événements suivants, en vue d'organiser des mobilisations locales et européennes.

Services: du 7 au 25 février dernier ont eu lieu des négociations sur l'AGCS (Accord général sur le commerce des services), concernant en particulier la privatisation des services publics. Une première action, coordonnée par le Forum social lémanique, a eu lieu devant l'OMC le 17 février.

6 avril: réunion européenne contre l'OMC à Genève.

Semaine d'action mondiale sur le commerce du 10 au 16 avril: un groupe d'organisations et d'ONG internationales, dont Via Campesina et Attac France, organisent cette semaine d'action, à laquelle nous nous associons.

Agriculture: du 20 au 22 avril se "célébrera" la dixième conférence annuelle de l'OMC. Le syndicat paysan Uniterre et le FSL organisent une action le 21 avril, en profitant du rapprochement avec la Journée internationale de lutte paysanne (le 17 avril). Une occasion pour rappeler à l'OMC la mort du paysan coréen Lee et celle de centaines de milliers d'autres, victimes des politiques de "libre-échange".

Conseil général de l'OMC: les 26 et 27 mai à Genève.

1er et 2 juin: journées sur l'OMC et les négociations organisées par la Communauté du Travail à Berne.

14 juin: journée d'action contre l'OMC proposée par la Marche mondiale des femmes.

Conseil général de l'OMC du 27 au 29 juillet à Genève.

Conseil général de l'OMC les 19 et 20 octobre à Genève (l'organisation d'une action au niveau européen est en discussion).

Contre-G8 en Afrique

Le quatrième "Forum des peuples" se tiendra cette année en juillet à Fana, au Mali. Ce forum est organisé chaque année par la Coalition des alternatives africaines dette et développement (Jubilé - 2000 CAD/Mali) en contrepoint du sommet du G8. L'année dernière, 750 délégués venant en grande majorité d'Afrique de l'Ouest ont participé à quatre journées de rencontres et d'échanges. La question de l'annulation de la dette sera au cœur des débats, de même que la demande de création d'un tribunal international chargé de régler les litiges entre débiteurs et créanciers. Le CADTM participera activement à cette nouvelle édition du Forum des Peuples. **Infos: www.cadtm.org**

